

## Résumés

*Claudia Christiane Gatzka*, L'apogée de la démocratie des partis. La politisation comme pratique quotidienne dans la République fédérale d'Allemagne, 1969–1980

Pratiquer la démocratie sur le terrain, telle est l'idée-force du présent article, n'est pas réservé aux arènes extra-parlementaires. Les électeurs eux-mêmes peuvent également, au-delà du simple acte électoral, devenir des acteurs qui traduisent leur participation à la démocratie parlementaire dans certaines actions. L'article considère les « longues » années 1970 en Allemagne de l'Ouest comme une phase durant laquelle la démocratie parlementaire s'est très fortement manifestée dans des actions menées localement. Il étudie la rencontre entre électeurs et partis dans les espaces urbains et les formes de leur communication au sujet des thèmes importants de l'époque. Il retrace la façon dont les électeurs et les représentants parlementaires s'inscrivirent dans le discours de l'époque sur la participation et dont ils reprirent des techniques issues du répertoire des mouvements contestataires. Il décrit ainsi une décennie durant laquelle la démocratie de partis ouest-allemande a pu tout à fait se présenter comme particulièrement légitime, paradoxalement à une époque où elle fut attaquée avec véhémence par les acteurs extra-parlementaires. L'article tente d'expliquer le rôle qu'ont joué les pratiques locales des électeurs, quelle a été l'influence des acteurs de la contestation, comment le contexte de crise socio-économique a conditionné le rapprochement entre les électeurs et les partis et pourquoi ce dernier se termina à nouveau vers la fin des années 1970.

*Liesbeth van de Grift*, Représenter la société européenne. La montée des nouvelles prétentions à la représentation (*representative claims*) dans la politique européenne des années 1970

Durant les années 1970, on assista à un effort concerté mené conjointement par la Commission Européenne ainsi que les groupes d'intérêts sectoriels et publics pour rendre la Communauté Européenne plus proche de « l'homme de la rue ». Les nouvelles politiques de l'environnement et de la consommation furent conçues pour donner à la Communauté Européenne un visage plus « humain », pour aider à passer de l'image d'une organisation axée prioritairement sur le marché commun et les politiques commerciales à une structure davantage soucieuse de garantir un certain niveau de bien-être et de qualité de vie pour ses citoyens. Ce changement permit aux ONG transnationales axées sur les consommateurs, telles que les associations de consommateurs, d'entrer dans l'arène de la politique européenne et d'influencer les enjeux transfrontaliers. Hors de Bruxelles cependant, ces groupes recoururent à des actions directes telles que les manifestations et les boycotts pour influencer les décisions européennes. Ce faisant, ils défièrent le pouvoir des groupes d'intérêts établis, tels que les groupes de défense de l'agriculture, de l'industrie ainsi que les syndicats, et ils modifièrent les conceptions et pratiques de la représentation d'intérêts. Cet article examine ces aspects peu étudiés de la mobilisation à partir de la base et de l'engagement de la société civile durant l'histoire de l'intégration européenne. Il se sert du Comité social et économique européen comme d'un prisme à travers lequel ces changements sont observés à un niveau supranational.

*Niels Grüne*, Société rurale et participation démocratique. La translocalisation politique dans les régions allemandes de la fin de l'Ancien Régime jusqu'au milieu du XIX<sup>ème</sup> siècle

En se penchant sur les régions rurales allemandes de la fin du XVIII<sup>ème</sup> siècle jusqu'au milieu du XIX<sup>ème</sup> siècle, la présente contribution s'interroge sur la façon dont les communautés locales entrèrent, par un mélange de forces endogènes et d'incitations extérieures, dans une vaste arène de communication politique dont le mode d'organisation était devenu pérenne. Nous étudions les facteurs ayant favorisé ou entravé une orientation vers des procédés, des modes de pensée et des modèles d'identification extérieurs au monde vécu quotidien. La catégorie de la « participation démocratique » vise dans cette perspective les pratiques institutionnellement ancrées et largement accessibles de la communication au sein de la collectivité, pratiques auxquelles était inhérente un dépassement des « arènes politiques » (*policy arena*) locales. Nous nous concentrons de manière exemplaire sur trois régions qui se prêtent particulièrement à une étude comparative en raison de leurs points communs et différences caractéristiques : le nord de la vallée du Rhin supérieur, la région de moyenne montagne située à la frontière entre la Hesse et la Franconie, ainsi que la Westphalie orientale. Après avoir esquissé les conditions de vie des sociétés villageoises et des collectivités locales, nous analysons de manière empirique les processus de *trans-localisation politique* dans les champs discursifs et d'action suivants: les assemblées représentatives centrales en tant que noyaux de cristallisation d'orientations politiques en formation ; déplacements de la pertinence argumentative de traditions (juridiques) locales vers l'établissement de normes territoriales ou nationales dans les suppliques ou les pétitions; diffusion et potentiel de ralliement des courants programmatiques (par exemple, le libéralisme, le conservatisme) dans les milieux ruraux. Dans le cadre d'un modèle explicatif multicausal, nous montrons dans une perspective comparative à quel point le décloisonnement des horizons interprétatifs et des sémantiques politiques resta fortement lié aux structures sociales et aux zones de conflit communales.

*Paul Lukas Hähnel*, Le parlementarisme à plusieurs niveaux durant l'Empire. Inventaire quantitatif et qualitatif des élus exerçant deux mandats

Dans l'Empire allemand de 1871, environ la moitié des députés du Reichstag exerçaient à la fois un mandat parlementaire au niveau du Reich et du Land. Ces liens personnels, non normés sur le plan du droit constitutionnel, entre les niveaux parlementaires constituaient un élément structurel informel du système politique. La recherche accorde uniquement aux élus prussiens cumulant deux mandats une importance sur le plan des processus de décision et de formation de la volonté parlementaire, tandis que les élus cumulant deux mandats venant du sud de l'Allemagne, bien plus importants en nombre, n'ont pour l'instant fait l'objet d'aucune étude. La présente contribution a donc pour objectif d'éclairer en particulier le rôle joué par ces élus venant du Sud de l'Allemagne dans les tensions parlementaires entre les Länder et l'Empire et d'aiguiser le regard porté sur les structures fédérales dans le système politique de l'Empire. Dans cette optique, les assemblées parlementaires au niveau des Länder et de l'Empire sont considérées comme des arènes de négociation transcendant les niveaux, au sein desquelles les élus exerçant deux mandats jouèrent un rôle central. En nous fondant sur un inventaire quantitatif des doubles mandats parlementaires et des analyses exemplaires portant sur les processus de décision et de formation de la volonté dans les domaines de la politique financière (réforme douanière et financière de 1878/1879) et de la régulation des denrées alimentaires (loi sur le vin en 1909), nous présentons un certain nombre de thèses à propos de la signification des doubles mandats parlementaires pour le fonctionnement du système constitutionnel de l'Empire. Nous défendons l'argumentation suivante : ce sont surtout les élus exerçant deux mandats

issus de l'Allemagne du Sud qui ont joué un rôle charnière entre les groupes parlementaires du Reichstag et du Landtag et qui ont ainsi empêché un écart trop important entre la politique de l'Empire et celle des Länder.

*Anne Heyer*, Les premiers partis populaires ? Analyse comparée de la conception de la démocratie des premiers partis dans l'Empire allemand, en Grande-Bretagne et aux Pays-Bas durant les années 1860 et 1870

La grande majorité des partis politiques en Europe se présente aujourd'hui comme des défenseurs convaincus des processus décisionnaires démocratiques. Il en était tout autrement lors de la phase de formation des premiers partis durant les années 1860 et 1870. Pour les contemporains d'alors, tant le concept que la pratique de l'action démocratique étaient vivement controversés et souvent associés à des connotations négatives d'insurrection violente et de révolution. Nous montrons à partir de l'exemple du Parti ouvrier social-démocrate allemand, de la « Fédération nationale libérale » (*National Liberal Federation*) britannique et du Parti anti-révolutionnaire néerlandais (*Anti-Revolutionaire Partij*) combien les valeurs et processus démocratiques furent importants pour l'émergence des premiers partis. Les fondateurs de ces partis influencèrent la culture politique des décennies suivantes, peut-être même des siècles suivants, en positionnant d'emblée leurs organisations comme les instruments ultimes de la formation de la volonté politique des classes populaires. Dès les congrès fondateurs, le concept de peuple joua un rôle décisif. Dans le même temps, les trois organisations partageaient la crainte que leurs partisans puissent être manipulés par d'habiles dirigeants démagogiques. Par conséquent, elles se focalisèrent sur les processus de représentation qui devaient permettre aux simples membres d'influencer de manière ordonnée l'orientation politique du parti. Même si la mise en pratique sur le plan organisationnel relevait, tout du moins en partie, davantage de la rhétorique que de la pratique démocratique, les fondateurs des premiers partis mirent au point une norme organisationnelle, qui devait influencer tous les partis suivants. Les différentes solutions organisationnelles mettent également en lumière le défi institutionnel constitué par l'adoption d'idéaux démocratiques normatifs, ce qui pourrait être instructif pour les débats actuels portant sur les rôles des partis politiques dans les démocraties modernes.

*Anna Catharina Hofmann*, Pratiquer la démocratie sous une dictature ? La participation politique et ses limites durant les dernières années du régime de Franco (1966–1973).

Comme tous les régimes autoritaires du XX<sup>e</sup> siècle, la dictature de Franco ne s'est pas uniquement maintenue au pouvoir par la terreur et la répression. Il s'agissait bien plutôt d'une « dictature de la participation » (Sven Reichardt), qui eut recours à des pratiques démocratiques comme les élections ou les référendums dans le but d'assurer son pouvoir. À partir du début des années 1960, le « Movimiento » franquiste laissa en outre entrevoir une « démocratisation » de la dictature avec le slogan du « développement politique » (*desarrollo político*). Dans le présent article, nous montrons à l'aide de deux exemples comment on s'est emparé d'« en bas » de cette promesse de démocratie, comment on l'a interprétée et traduite en pratiques démocratiques. Ce faisant, nous nous concentrons d'une part sur la presse espagnole après la suppression de la censure préalable en 1966. D'autre part, nous nous intéressons à ce qu'on appelle les représentants de la famille, qui furent élus pour la première fois en 1967 dans les *Cortes* franquistes. Par le biais d'articles d'opinion, de sondages, de pétitions et de nouvelles pratiques politiques, les différents acteurs de l'opinion et des assemblées publiques ne se présentèrent pas uniquement comme les représentants d'une population impuissante sur le plan politique, mais également comme une instance indépendante de critique et de contrôle. En partant du scandale Matesa (1969), nous montrons comment le régime put de cette façon effectivement être sérieusement mis

sous pression. En guise de conclusion, nous expliquons comment la dictature contribua elle-même par de longues années de propagande au sujet de la « démocratisation » à saper de plus en plus sa légitimité car les énormes attentes envers l'« ouverture » du régime ne furent pas satisfaites.

*Theo Jung*, Entrer en scène par la porte de sortie. Le boycott des débats en tant que pratique parlementaire en Grande-Bretagne et en France (1797–1823)

Au tournant du XIX<sup>ème</sup> siècle, le refus de participer aux débats parlementaires s'établit en tant qu'élément du répertoire d'action des groupes d'opposition. A plusieurs reprises, on assista à des situations durant lesquelles le parlement perdit sa légitimité en tant que forum de la nation étant donné l'attitude répressive de la majorité gouvernementale, mais il sembla aussi perdre sa valeur instrumentale en tant que scène oppositionnelle. Continuer à participer aux débats parlementaires pouvait dans de tels cas apparaître non seulement comme insensé, mais également nocif dans la mesure où cela aurait légitimé de manière involontaire la situation existante. Le désengagement, en tant que rejet entêté d'une participation aux débats, ne constituait pas le point final des débats, mais plutôt une pratique politique et un moyen de remettre en question les conditions de constitution de l'espace parlementaire. A partir d'études de cas concernant Édimbourg, Dublin, Londres et Paris, la contribution se penche sur la signification de cette pratique de refus au début du parlementarisme moderne. En effet, ces boycotts témoignèrent, dans leur mise en pratique, dans les réactions qu'ils déclenchèrent et enfin également dans leur succès médiocre, des dimensions spécifiques du champ politique de l'époque. En tant que ruptures controversées des attentes, ils renvoyaient à une conception de la politique focalisée comme jamais auparavant sur l'expression de la *vox populi*. Dans le même temps, les difficultés auxquelles étaient confrontés les boycotteurs attestent de la position fragile de l'opposition dans le contexte d'un parlementarisme qui était bien éloigné de ce que l'on attend à l'heure actuelle d'une démocratie. Enfin, les conflits au sein des groupes d'opposition – des Whigs britanniques à Dublin et Westminster aux ultraroyalistes et à la gauche libérale en France – montrèrent que le renoncement à une arène politique centrale à une époque où l'affiliation à un parti et un groupe parlementaire n'en était qu'à un stade embryonnaire soumettait la discipline de la collectivité politique à des exigences élevées –souvent trop élevées.

*Harm Kaal*, La voix du peuple. Pratiques communicatives de l'engagement politique populaire aux Pays-Bas durant les années 1950 et 1960

L'article s'interroge sur la façon dont l'interaction entre la classe politique et le peuple a formé la culture politique néerlandaise durant les années 1950 et 1960. Tout d'abord, nous relevons une série de pratiques communicatives par lesquelles la classe politique et le peuple ont interagi, pratiques jusqu'alors peu analysées par les historiens dans leurs études de l'histoire politique d'après-guerre : les lettres que les citoyens envoyèrent aux membres de la classe politique, les contributions qu'ils déposèrent dans les boîtes à suggestions, les sondages effectués pour cerner l'opinion publique et les questions posées en direct à la télévision par les gens aux membres de la classe politique. A travers ces pratiques, les membres de la classe politique, tout comme les gens qu'ils représentaient, exprimaient de nouvelles conceptions de la démocratie et de la représentation politique. En se fondant sur un échantillon unique de sources – les lettres adressées par les gens au Premier ministre Jo Cals avant sa démission forcée en octobre 1966 –, l'article étudie d'un peu plus près la façon dont les citoyens ont compris la politique et la représentation politique dans le cadre de cette transformation de la culture politique néerlandaise. De toute évidence, les citoyens ne prenaient pas la plume uniquement pour se décharger de leurs

émotions et faire part de leur admiration, mais aussi pour exprimer leurs points de vue sur l'état et l'avenir de la démocratie néerlandaise et exposer leur projet politique. En écrivant ces lettres, ils définissaient leurs propres rôle et position en tant que sujets démocratiques.

*Nathalie Le Bouëdec*, Le tribunal en tant qu'arène de l'action démocratique ? Vers une participation du peuple à la justice en Allemagne au début de la République de Weimar et durant les premières années d'après-guerre

Considérer le tribunal comme une arène de l'action démocratique ne paraît aujourd'hui pas aller de soi. L'article veut cependant montrer que le thème a fait l'objet de discussions répétées durant les phases de bouleversement démocratique, et pas uniquement lors du *Vormärz*. Tel fut le cas au début de la République de Weimar et durant les premières années d'après-guerre. Une étude commune se justifie par la méfiance envers la justice qui caractérise les deux périodes, ainsi que par les nombreux renvois à des réflexions antérieures dans les débats des années 1918–1945. En 1918/19, on fit prévaloir, surtout dans le camp social-démocrate, le lien immédiat entre souveraineté populaire et participation des citoyens à la justice : le concept de « juge du peuple » concentra les espoirs fondés sur la pratique démocratique dans les tribunaux. Il s'agissait essentiellement de renouveler la juridiction formée par les juges non-professionnels et de lui conférer une nouvelle fonction qui soit démocratique et une légitimité. En dépit de l'appropriation du concept par les nazis, ces réflexions connurent une renaissance démocratique après 1945. Mais tandis qu'à l'Ouest, l'intérêt faiblit rapidement, en RDA, la participation du peuple dans les tribunaux fut systématiquement renforcée – au prix certes d'un contrôle politique de la justice. L'étude souligne cependant le fossé existant entre les attentes envers la démocratisation et leur transposition dans la pratique. Dans les deux cas, les idéaux des juristes et des politiques se heurtèrent à une réalité décevante, qui est attestée par la lecture des chroniques judiciaires. Enfin, nous formulons l'hypothèse que cet écart n'est pas dû aux cadres historiques respectifs, mais aux tensions entre principes constitutionnel et démocratique, et à l'essence de l'activité judiciaire qui ne permet, voire n'autorise, qu'une dose limitée de participation populaire.

*Thomas Mergel*, Fraude, violence, achat de voix. Cultures électorales en Europe lors de la transition vers le marché de masse politique, 1860–1914

L'article présente, en comparant les pays d'Europe de l'Ouest, la phase d'introduction de règles électorales modernes depuis le dernier tiers du XIX<sup>ème</sup> siècle comme une phase de transition. Nous argumentons qu'il a d'abord fallu apprendre lentement les mentalités politiques induites par cette introduction : corruption électorale, pression sociale et violence perturbatrice faisaient jusqu'alors partie intégrante d'une élection ; celle-ci était avant tout comprise comme une décision collective devant donc être publique. Un vote à bulletin secret rendait non seulement impossible la cohésion de la communauté, il empêchait également que l'on ne vende sa voix et que l'on exhibe publiquement le « bon » vote. Il n'était plus non plus possible de célébrer comme auparavant l'élection en tant que festivité avec les excès d'alcool et de violence qui allaient de pair. La contribution éclaire différentes cultures électorales : l'Angleterre présentait une longue tradition d'achat de voix et de violence, tandis qu'il y avait en France une histoire de corruption électorale et de fraude dans le décompte des voix. Il y avait nettement moins d'irrégularités en Allemagne, bien que l'on y ait exercé des pressions massives sur les votes, pressions qui ne furent pas uniquement le fait des grands propriétaires terriens et des industriels, mais aussi du clergé catholique et des responsables du parti social-démocrate. La Suisse est le pays où il y eut le moins d'entorses aux règles électorales. Le fait que les deux pays ayant la tradition démocratique la plus longue aient justement présenté le plus de manquements aux règles

permet de se demander si le marché de masse politique n'a pas soulevé d'une nouvelle manière le problème des règles.

*Anne Engelst Nørgaard*, Bataille pour la démocratie. Le concept de démocratie dans la lutte constitutionnelle, Danemark 1848–1849

L'article étudie l'introduction du concept de démocratie dans le langage politique quotidien des parties danophones de la monarchie danoise en 1848/49. Je défends la thèse suivante : le concept a connu une mutation et est passé du stade d'invité rare de la communication politique avant 1848 à celui de concept fortement controversé en août 1848 en tant qu'élément de la lutte constitutionnelle (mars 1848–juin 1849). Un conflit portant sur la représentation s'est transformé en bataille pour imposer le concept de démocratie et se réclamer le droit de se qualifier de démocrate. L'article combine les approches méthodologiques proposées par Reinhart Koselleck et Quentin Skinner. En explorant la communication politique de quatre courants politiques dominants à l'époque, je me demande comment le concept de démocratie fut interprété et appliqué à travers le spectre politique et comment différents intérêts sociaux affectèrent l'usage de ce concept. L'article montre qu'une association radicale et une association paysanne commencèrent à utiliser le concept de démocratie comme leur slogan central à partir de la fin du mois de juillet 1848. Ce changement de communication accompagna une rupture de la précédente alliance radicale-libérale et une mutation dans la pratique politique dans la mesure où les deux associations aspirèrent désormais à représenter des intérêts sociaux particuliers dans la politique nationale. L'article montre comment les courants politiques adverses répondirent à cette stratégie et analyse la lutte portant sur la signification du concept de démocratie qui s'en est suivie. Je défends en outre la thèse suivante : le concept devint localisé et ne fut plus associé qu'à un seul élément durant le printemps 1849, gagnant ainsi une signification plus stable que quelques mois auparavant. L'article se penche sur un an et demi de la première phase de l'histoire du concept moderne de démocratie au Danemark et étudie ses usages et significations variées durant cette période d'importants changements sociaux.

*Giulia Quaggio*, Mouvements sociaux et démocratie participative. Les protestations espagnoles pour la paix durant la dernière décennie de la Guerre froide (1981–1986)

Comme cela fut le cas en Europe du Nord durant la dernière décennie de la Guerre Froide, des groupes populaires soutenant une nouvelle idée de la paix et la fin de la course à l'armement nucléaire se multiplièrent également à travers le Sud de l'Europe. L'Espagne en particulier se décida finalement après la mort de Franco, dans un processus controversé, à rejoindre l'OTAN et à reconsidérer la présence des bases militaires américaines. Ces deux situations déclenchèrent la montée d'un mouvement anti-OTAN varié qui relia un intense débat portant sur l'idée de la démocratie à l'opposition aux blocs militaires et à la crainte d'une guerre nucléaire. Le cas espagnol est intéressant à plusieurs titres. Premièrement, l'existence d'un mouvement de paix massif contraste avec l'idée communément répandue d'un « syndrome méditerranéen », c'est-à-dire la reconnaissance d'une curieuse faiblesse de la société civile dans l'Europe du Sud. Deuxièmement, le débat portant sur les pratiques démocratiques se conjuga au processus de construction de nouvelles institutions démocratiques après une longue dictature. Selon les comités populaires anti-OTAN, la paix n'impliquait pas uniquement un désarmement unilatéral, mais également la mise en place d'une nouvelle façon de vivre dans laquelle l'implication citoyenne dans les décisions collectives jouait un rôle important, au-delà des traditionnelles divisions idéologiques et des élites hégémoniques des partis politiques nouvellement légalisés. Comment ces mouvements ont-ils formulé et pratiqué une idée de la démocratie participative? Comment cette idée a-t-elle été source de conflits ou a-t-elle été utilisée de façon stratégique

par les partis de gauche? Comment cette appréciation de la démocratie s'est-elle répandue dans le répertoire des pratiques protestataires? Pour répondre à ces questions, nous avons consulté des documents provenant des groupes pacifistes espagnols, pour la plupart des procès-verbaux de leurs meetings, et des publications anti-OTAN durant la première moitié des années 1980. En outre, nous avons analysé des tracts et des pamphlets d'activistes pacifistes afin d'observer les façons dont les activistes formulèrent les notions d'auto-représentation comme démocratiques et les méthodes pour interagir avec les nouvelles institutions démocratiques.

*James Retallack, August Bebel. Une vie pour la justice sociale et la réforme démocratique*

Cet essai se penche sur August Bebel, qui entra dans l'âge adulte au début des années 1860 en tant que tourneur sur bois réalisant des poignées de portes faites à partir de cornes de buffle, et qui mourut en 1913 en tant que leader incontesté du plus grand parti social-démocrate du monde. Cette ascension fulgurante vers la célébrité pourrait sembler consolider la place de Bebel dans l'histoire. Mais Bebel et son parti se retrouvèrent à la fois face à des opportunités et des défis lorsque la culture politique de l'Allemagne impériale évolua. La démocratisation sociale s'accéléra lorsque la politique pénétra dans les bases de la société, tandis que la démocratisation de la constitution de l'Allemagne, du système politique et des formes de gouvernement ralentit après 1871. Mes réflexions font un lien entre la pratique de la biographie et la « pratique de la démocratie ». Toutes deux offrent la possibilité de réfléchir aux conditions dans lesquelles peut être réalisée la participation politique lorsque les règles du jeu électoral sont transformées. Dans la première partie, je m'interroge sur le défi d'écrire « une vie » sans tomber dans ce que Pierre Bourdieu a appelé « l'illusion biographique ». Dans la seconde partie, je me demande si l'on peut affirmer que Bebel a consacré sa vie non au socialisme en soi, mais à la justice sociale. Dans troisième partie, je tente de savoir s'il a recherché non la révolution, mais la réforme démocratique et dans une dernière partie, je développe des réflexions générales à propos de la célébrité de Bebel. Comme je le suggère, Bebel fut un semeur de discorde populaire et un parlementaire pragmatique, il se convertit tardivement au marxisme et fut le héraut d'une révolution mondiale, une pierre de touche doctrinale et un caméléon politique. Comme l'Allemagne entra dans l'ère des médias de masse, la célébrité de Bebel permit d'expliquer l'influence qu'il a eue sur ses contemporains et son importance historique, sans cependant dissoudre ces paradoxes. Bebel demeure une énigme, bien que personne n'ait partagé cet avis à son époque.

